GUILLAUME DUVAL
ANALYSE LES ENJEUX SOCIAUX DE LA CRISE EUROPÉENNE P.8



UKRAINE
LE RÉCIT DE NOS CANDIDATS P.4



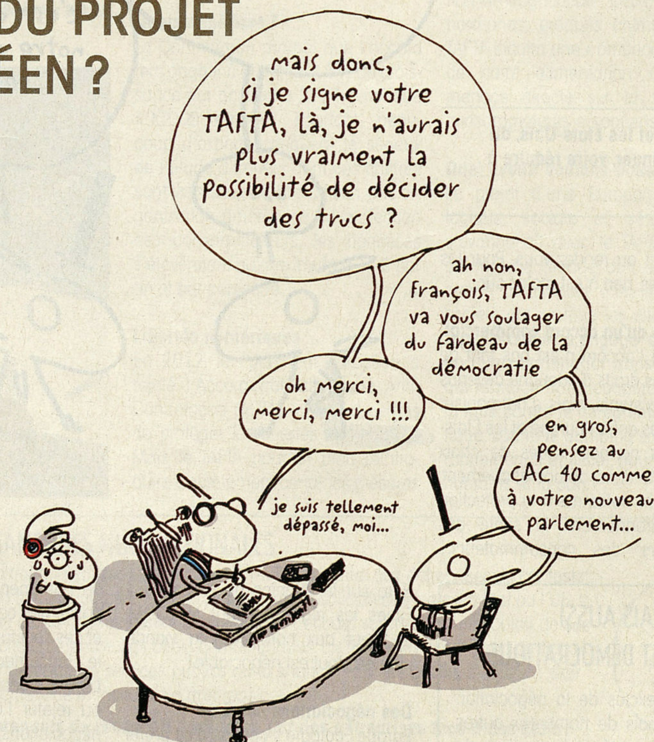
EUROPE ÉCOLOGIE 2014 #1

europe-ecologie.eu

Gratuit - N°1 AVRIL 2014

NE ME JETEZ PAS, DONNEZ-MOI!

L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE TRANSATLANTIQUE : LA FIN DU PROJET EUROPÉEN ?
p. 2-3



EURO-RÉGIONS
Ce que l'Europe fait près de chez vous p.6-7

SOCIÉTÉ
Droit à l'avortement, libertés numériques, droit de pétition… nos engagements citoyens p.10-11

ÉVÉNEMENTS
Agenda des meetings et Tour de France pour l'Europe p.12

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE
Retour sur une politique qui compte p.4

JEUX
GreenBox, l'application politique & humour p.14



PSYCHO-TEST
QUEL-LE EUROPÉEN-NE ÊTES-VOUS ? P.12



Biodiversité

Les rhinocéros, des ingénieurs de l'écosystème ? Des scientifiques ont démontré que les rhinocéros maintiennent la diversité végétale des prairies africaines. La végétation pousse mieux là où ils sont les plus nombreux et les autres herbivores sont plus présents. Là où passent ces « tondeuses sélectives », l'herbe repousse.



Propreté

Eduardo Paes, maire de Rio de Janeiro et promoteur de la loi « zéro déchet », s'est fait filmer en train de jeter ses détritus sur une avenue de Rio. En pleine grève des éboueurs, ça fait mauvais genre… Contrit, il a demandé à la compagnie de nettoyage de lui infliger une amende.

Le traité de libre-échange transatlantique : la fin du projet européen ?

L'accord commercial entre l'Union européenne et les États-Unis, dit TAFTA, qui se négocie en catimini, pourrait diminuer, voire réduire à néant, la capacité des États à légiférer.

Le TAFTA, c'est quoi ?
Depuis juin 2013, l'Union européenne et les États-Unis négocient le projet de Partenariat Transatlantique pour le Commerce et l'Investissement (appelé TAFTA ou TTIP). Objectif : créer la plus vaste zone commerciale de la planète avec 40 % des échanges mondiaux en éliminant les obstacles au commerce entre les deux partenaires.
Les partisans du TAFTA l'assurent : créations d'emplois et baisse des prix seront au rendez-vous. Pour les écologistes, rien n'est moins sûr.

Bien plus qu'un accord commercial
L'objet de l'accord n'est pas tant de baisser les droits de douane devenus quasi inexistants, mais d'harmoniser les normes entre l'Europe et les États-Unis. Ces normes, issues de choix de société émis démocratiquement, concernent notamment la protection de l'environnement, la santé des travailleurs, des consommateurs…



Dessin : Phiip

Haro sur le principe de précaution ! Finies les règles limitant les OGM, le bœuf aux hormones, la viande chlorée : tout est négociable !

Des négociations secrètes
Europe Écologie s'oppose à ce projet contraire à son ambition d'une Europe plus écologique, solidaire et démocratique. La Commission européenne négocie en effet le TAFTA sur la base d'un mandat approuvé par les États membres, mais strictement confidentiel. Une majorité de parlementaires européens, composée des conservateurs, de libéraux et des sociaux-démocrates, a soutenu le lancement de la négociation. Le Parlement ne pourra approuver ou rejeter l'accord qu'à la fin des négociations, et les citoyens sont tenus totalement à l'écart.
Alors que la Commission européenne n'a organisé que 8 consultations publiques avec la société civile, elle a récolté les doléances de pas moins de 140 lobbies et multinationales, dans le plus grand secret. ■

DÉFENDRE L'EXCEPTION CULTURELLE, MAIS AUSSI L'EXCEPTION AGRICOLE, ALIMENTAIRE ET DÉMOCRATIQUE

La culture et les services audiovisuels sont exclus de la négociation du TAFTA au nom de l'exception culturelle, mais de nombreux autres domaines sont menacés. Nous devons aussi protéger l'exception de services publics, l'exception agricole, alimentaire et démocratique.
Les écologistes combattent ce projet de libre-échange défendu par Angela Merkel, David Cameron et Jose Manuel Barroso, et qui se construit contre les citoyens européens et américains. François Hollande, d'abord réservé, est malheureusement devenu un fervent défenseur du libre-échange transatlantique.

Twitter
Dany et sa clairvoyance légendaire…



Ophélie Wallaert @opheliewallaert Follow

Cohn-Bendit : "si Mélenchon était au pouvoir, il mettrait tous les Mélenchon en taule." #prixhumouretpolitique eur1.fr/eABoMbQ

4:08 PM - 31 Mar 2014



Romain Burrel @RomainBurrel Follow

La crise, la Crimée, le chômage, le FN et comme si c'était pas assez la merde, @Madonna va à nouveau réaliser un film deadline.com/2014/03/madonn...

10:42 PM - 25 Mar 2014 Noisy-le-Sec, Seine-Saint-Denis, France

4 RETWEETS 4 FAVORITES

Twitter
Il y a des drames auxquels on ne pense pas…



Yannick JADOT et Sandrine BÉLIER



Dangers réels, bénéfices incertains

La Commission européenne a pour ambition de négocier, à l'abri des regards, l'accord de libre-échange avec les États-Unis. Pourtant, des voix s'élèvent partout en Europe pour demander pourquoi, comment et pour qui cet accord est négocié. Ces questions sont légitimes car, derrière des bénéfices incertains, se cachent des dangers bien réels.

Quels bénéfices ?

La Commission promet que l'accord fera gagner à l'Europe 0,5 % de croissance par an d'ici à 2027, ainsi que 400 000 emplois. Pourtant, beaucoup d'experts critiquent le sérieux de l'étude d'impact dont ces chiffres sont tirés. Selon Public Citizen, une organisation américaine de protection des consommateurs, les bénéfices s'élèveraient au maximum à 11 € par an et par personne.

Libertés numériques

En 2012, le Parlement européen a rejeté l'Accord Transatlantique Anti-Contrefaçon (ACTA), ce qui a permis de protéger les libertés numériques. Mais le TAFTA pourrait bien réintroduire discrètement certaines mesures permettant aux multinationales d'utiliser sans contrôle les données personnelles à des fins commerciales.

Alimentation

L'agriculture américaine s'appuie sur des méthodes de production très peu contrôlées, sans principe de précaution, ni norme en matière de bien-être animal. Industrialisation de l'agriculture, OGM, bœuf aux hormones, produits chimiques : le TAFTA induira une « américanisation » de notre alimentation. C'est une menace directe sur la santé des consommateurs européens.

Quel avenir voulons-nous ?

Le projet d'une Europe plus écologique, sociale et démocratique s'évanouirait avec le TAFTA. L'accès au marché unique doit être conditionné au respect d'un modèle de société qui protège les citoyens. Europe Écologie s'engage donc pour un autre partenariat transatlantique qui renforce notre coopération dans la lutte contre le dérèglement climatique, contre le dumping social, environnemental et fiscal, pour les droits humains et la paix ! ■

ÉDITO

Conservateurs, libéraux et sociaux démocrates ont abandonné le projet européen de prospérité partagée pour imposer des politiques draconiennes d'austérité. Ils prétendent changer l'Europe, mais ont voté ensemble pour la réduction du budget européen d'investissement et de solidarité.

Reprenons l'Europe en main ! Ni repli nationaliste, ni statu quo, donnons vie à l'Europe de la transition énergétique, qui investit dans les renouvelables pour créer des millions d'emplois et améliorer notre pouvoir d'achat. Donnons vie à l'Europe solidaire qui protège les salariés d'ici et d'ailleurs, en instaurant un revenu minimum européen et en taxant les produits issus de pays qui ne respectent pas la liberté syndicale. Donnons vie à l'Europe qui se bat pour une autre mondialisation, en refusant tout accord commercial qui place les profits des multinationales au-dessus de l'intérêt général. Donnons vie à l'Europe qui lutte contre le changement climatique, protège notre environnement, et préserve notre droit à la santé et à une alimentation saine.

Le 25 mai, donnons vie à l'Europe pour toutes et tous !

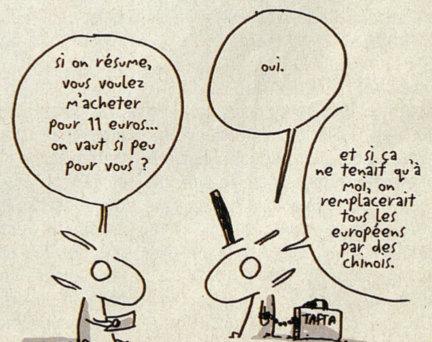
Karima Delli & Yannick Jadot, porte-parole d'Europe Écologie 2014

LA TOUTE-PUISSANCE DES MULTINATIONALES

Le mécanisme d'arbitrage international prévu par le TAFTA permettra aux entreprises de contester devant un tribunal ad hoc les réglementations prises par une collectivité locale, un État ou l'UE, si elles considèrent que celles-ci diminuent leurs bénéfices. L'accord soumet au bon vouloir de ces sociétés notre capacité à défendre des choix démocratiques, qu'ils portent sur le droit du travail, l'éducation, l'environnement, les services publics ou la finance. Pour les écologistes, c'est clair : refusons catégoriquement ce mécanisme d'arbitrage !

Des exemples surprenants de recours à l'arbitrage par des entreprises face à des États :

- **Philip Morris** a attaqué la politique australienne de lutte contre le tabagisme, ainsi que la politique de santé de l'Uruguay.
- La société **Lone Pine** réclame des dédommagements au Québec, qui a décidé d'un moratoire sur l'exploitation des gaz de schiste.
- **Vattenfall** poursuit l'Allemagne en raison de sa sortie du nucléaire.
- **Chevron** attaque l'Équateur pour échapper à ses obligations de décontamination de l'eau et des terres autour de ses sites pétroliers.



Dessin : Phiip





Odessa, 2 mars 2014
De gauche à droite :
Mélanie VOGEL, Clarisse HEUSQUIN, Karima DELLI, Pascal DURAND

UKRAINE : et maintenant ?

Le 1er mars, alors que la Douma votait l'intervention militaire en Ukraine, Pascal Durand, Karima Delli et Clarisse Heusquin étaient en route pour Kiev, la capitale. Ils s'y rendaient à l'invitation de la communauté ukrainienne de France, afin de soutenir la révolte démocratique et d'aller à Odessa, à la rencontre d'Ukrainiens russophones, ces populations au secours desquelles Vladimir Poutine prétendait voler.

À Maïdan, sur la place glaciale et calme, des centaines de roses gisaient à terre en hommage aux victimes de la répression. Dans le ciel flottaient des drapeaux jaune et bleu, souvent étoilés. Des discussions informelles et intenses se sont ouvertes dans des centres de soins ou des cuisines improvisées sous des tentes de fortune, pour soigner ou nourrir celles et ceux qui veillaient encore.

Qu'allait-il advenir de l'Ukraine ? Notre vieille Europe, dénigrée chez nous et enviée là-bas, serait-elle au rendez-vous d'un peuple aspirant à construire un espace de paix, de liberté, de démocratie ? Jusqu'où cette Europe, vers laquelle tant dirigeaient leurs espoirs, pourrait-elle laisser avancer Poutine ?

Alors que les populations russophones du Sud expliquaient qu'elles voulaient maintenir l'intégrité de l'Ukraine, qu'elles n'attendaient rien des armées russes, mais tout de l'Union européenne, Vladimir Poutine avançait ses pions.

Quelques semaines après, aucune résistance – ou presque – ne lui a été opposée. La Crimée a été annexée, les installations militaires ukrainiennes prises d'assaut. Modifiant les frontières de l'Europe et bafouant le droit international, la Russie ne s'est vue imposer que quelques sanctions, sans qu'aucune ne mette en échec son plan.

Si le mouvement pro-européen de Maïdan nous renvoyait à une Europe espérance, Sébastopol nous renvoie soudain à une Europe cacophonique et inefficace. Cette Europe n'est pas celle dont rêvent les Ukrainiens, ni celle dont nous rêvons. Elle n'est surtout pas celle qui fera reculer Poutine.

Mais nous sommes du côté de la frontière où l'on peut changer les choses sans entendre manœuvrer les chars, ni voir couler le sang.

Nous devons rester déterminés à construire cette Europe fédérale qui, par une politique étrangère et une défense communes sera seule capable de préserver et porter ces valeurs fondamentales et fondatrices dont tant de peuples ont besoin pour vivre dans la dignité et la liberté. ■

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE : POUR PLUS D'EFFICACITÉ ET DE GÉNÉROSITÉ

L'Union européenne est un acteur incontournable du développement : elle fournit plus de la moitié de l'aide mondiale. Elle a donc les moyens et la responsabilité d'œuvrer pour une plus grande solidarité internationale. Dès 1970, les États européens ont adhéré à un objectif phare de l'ONU : réserver 0,7 % de leur Revenu National Brut à l'aide publique au développement. Mais quatre décennies plus tard, les pays de l'Union ne consacrent en moyenne que 0,4 % de leur budget à l'aide au développement.

Il est urgent d'augmenter les fonds de la coopération internationale pour atteindre les huit Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ils concernent les grands défis communs à toute l'humanité : le changement climatique, les maladies infectieuses, l'éducation, la santé…. De nouveaux instruments innovants pourraient aussi être mobilisés pour protéger les biens publics mondiaux. Europe Écologie souhaite, par exemple, qu'une part significative de la taxe sur les transactions financières soit réservée à des projets de développement.

Mais augmenter l'aide n'est pas suffisant : il faut aussi la rendre plus transparente et plus efficace. La France a récemment franchi une étape importante avec la loi relative à la politique de développement et de solidarité internationale, portée par l'ex-ministre écologiste Pascal Canfin.

Cette loi consacre la préservation de l'environnement et la lutte contre la pauvreté comme des objectifs fondamentaux de l'aide au développement. Elle prévoit aussi la création d'indicateurs de résultats et l'augmentation du rôle du Parlement et de la société civile dans le contrôle de l'aide. Enfin, elle est en conformité avec l'ambition européenne de renforcer la cohérence des politiques (commerce, migrations etc.) au service du développement. ■

Chiffres clés

- 1,3 milliard de personnes vivent avec moins de 1 € par jour.
- 85 % des Européens pensent qu'il est important d'aider les pays en développement.
- 1 000 milliards $ par an s'échapperaient des pays en développement, illégalement : pour 1 $ d'aide, ces pays en perdraient 10 à cause de la corruption.
- La France est le 4e bailleur mondial. 1/5e de ses fonds transitent par l'UE.

Les victoires des députés verts européens

- Mise à l'agenda européen de la lutte contre les paradis fiscaux.
- Contrôle renforcé de la cohérence des politiques extérieures de l'UE avec les objectifs du développement.
- Prise en compte des droits humains et du travail dans les échanges commerciaux.



José BOVÉ

Nos objectifs

- Récupérer l'argent de la corruption et des paradis fiscaux pour réduire la pauvreté.
- Protéger la souveraineté alimentaire des pays du Sud en mettant un terme à la spéculation sur les produits agricoles et à l'accaparement des terres.
- Réviser en profondeur les accords de partenariat économique pour en faire de véritables instruments de développement.
- Mettre en œuvre des règles contraignantes sur la responsabilité sociale et la transparence financière des multinationales.

POUR UNE EUROPE ZÉRO **CARBONE** ZÉRO **NUCLÉAIRE**

Donnons vie à l'**Europe**.

EUROPE ECOLOGIE

NOUS TROUVONS TOUJOURS UN MOYEN DE VOUS APPORTER LA LUMIÈRE





L'Europe investit au quotidien pour l'avenir des citoyens

Les politiques de l'Union européenne ne se résument pas à la politique agricole commune, la fameuse PAC. Un tiers du budget européen est consacré à la politique régionale. Celle-ci travaille au développement des régions les plus pauvres de l'Union.

La politique régionale s'exprime principalement au travers du FEDER, le Fonds européen de développement régional. Entre 2007 et 2013, les régions françaises ont reçu 23,3 milliards d'euros dans le cadre de la politique régionale, dont 10,1 milliards d'euros du FEDER.

En Guadeloupe, l'un des départements français les plus exposés au risque sismique, la commune de Baie-Mahault s'est lancée dans la mise aux normes parasismiques des écoles de la ville, ainsi que dans la réhabilitation énergétique des bâtis. C'est une opération gagnante pour les citoyens, en matière de sécurité, d'éducation, d'énergies renouvelables et de développement économique. Elle a été rendue possible grâce aux fonds.

Le FEDER a pour rôle de renforcer l'attractivité des régions, afin d'assurer un développement durable et l'égalité des citoyens européens, et de créer des emplois tout en développant les infrastructures locales innovantes et pérennes.

En Picardie, c'est aussi grâce aux fonds européens que le Centre hospitalier universitaire d'Amiens a pu créer son institut « Faire Face », et investir dans du matériel scientifique de pointe. Cette plateforme est une première en France : elle favorise les innovations en microchirurgie, améliore la recherche dans le domaine de la reconstruction faciale et des greffes, tout en contribuant à la formation. C'est dans ce centre que s'est déroulée la première transplantation mondiale du visage.

La politique régionale de l'Union européenne s'est construite au service des citoyens, pour aider des projets innovants à se développer.
À Bordeaux, l'Europe a soutenu l'association Pitchoun, créatrice d'une crèche qui respecte la planète et soutient l'insertion des familles d'un quartier sensible. Elle a été conçue selon des principes de construction écologique et d'une gestion respectueuse de l'environnement.

Malgré tout, les fonds disponibles ne sont pas utilisés en totalité. Les critères stricts d'éligibilité des fonds, ainsi que la complexité administrative, rendent parfois difficiles l'allocation des financements. Les collectivités locales ont l'obligation de cofinancer une partie du projet, mais elles n'ont pas toujours les moyens de le faire. Par ailleurs, les fonds ne sont pas mis à disposition dès le début du projet : difficile d'avancer l'argent nécessaire en l'attente du remboursement.

Financer la transition énergétique, une des priorités du FEDER

Au Parlement européen, lors de la réforme de la politique régionale, les écologistes ont obtenu qu'une des priorités du FEDER pour 2014-2020 soit désormais de financer la transition énergétique et beaucoup moins les « grands projets inutiles ». À partir de 2014, entre 12 et 20% minimum du FEDER devront être utilisés en faveur de l'efficacité énergétique et des énergies durables.
Cependant, les fonds sont aussi devenus un outil de sanction des États. Si ces derniers ne respectent pas les critères budgétaires de l'Union, les aides régionales pourront être suspendues. Les écologistes se sont opposés à cette mesure contre-productive et absurde. Pourquoi punir un territoire pour une politique économique qu'il ne maîtrise pas? Pourquoi restreindre ses moyens au moment où il peut en avoir le plus besoin?

Le combat ne s'arrête pas là. Il faudra créer un Fonds européen pour financer le logement durable et abordable, mais aussi investir en priorité pour les citoyens, contre la pauvreté, et toutes les discriminations. ▪

Les fonds pour la pêche et les zones rurales

D'autres fonds importants contribuent à renforcer la politique européenne en direction des citoyens. Par exemple le Fonds européen pour la pêche et le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), deux leviers utiles de l'avenir européen.

L'EUROPE PRÈS DE CHEZ VOUS

PROJETS FINANCÉS PAR DES FONDS EUROPÉENS

Centre. En Auvergne et en Limousin, le FEDER (Fonds européen de développement régional) a cofinancé la mise en place du réseau internet à très haut débit, un élément indispensable à l'implantation d'entreprises, et bénéfique pour les citoyens.

Est. La création d'une maison urbaine de santé, cofinancée par le FEDER, répond à une demande forte des résidents du quartier de Neuhof à Strasbourg en matière de services de proximité.

Sud-Ouest. À Montpellier, le GIP Formavie, soutenu par le FSE, accompagne la mise en œuvre de l'égalité professionnelle et salariale homme-femme.

Le Fonds social européen, un outil pour la formation et l'accès à l'emploi

L'Union européenne est souvent au cœur des critiques. Réputée trop lointaine des citoyens, elle n'apporterait aucune réponse à la crise qui frappe les Européens. Pourtant l'Europe a, dès 1958, lancé les bases d'une politique sociale européenne en créant son premier fonds : le Fonds social européen (FSE). Via le FSE, elle agit directement en faveur de tous les citoyens en soutenant, au niveau régional, les initiatives facilitant l'accès à l'emploi et à la formation.

L'association ardéchoise Huilétic illustre à elle seule cet appui européen. Sa mission : récupérer l'huile usagée et la recycler, un beau projet de revalorisation des déchets qui a aussi permis de créer des emplois en Rhône-Alpes. Cette petite structure solidaire, soutenue financièrement par le FSE, œuvre par ce biais au développement de l'économie locale tout en protégeant l'environnement.

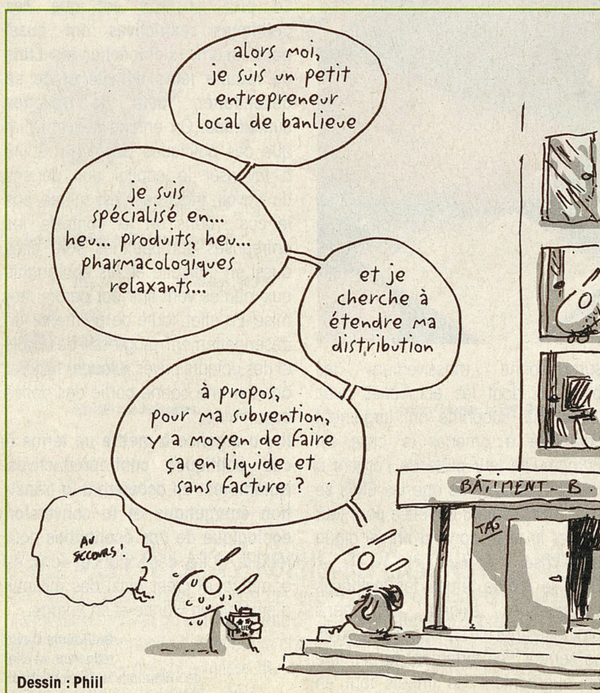


Michèle RIVASI

Un outil de lutte contre les discriminations

Le Fonds social européen est également un outil de lutte contre les discriminations et qui favorise l'inclusion de tous. Une partie de ses financements est en effet consacrée à des projets qui favorisent l'emploi des travailleurs « désavantagés ». C'est le cas en Poitou-Charentes, par exemple, où l'association les Îles (Initiatives Locales Environnementale et Solidaires) travaille à rompre l'isolement des travailleurs indépendants dans les zones rurales de la Charente. Celle-ci a été financée en partie par le FSE.

Fin 2013, après d'âpres batailles menées par les écologistes au Parlement européen, les députés ont décidé une nouvelle orientation du FSE. Celui-ci aura désormais également pour mission de lutter particulièrement contre la pauvreté et le chômage des jeunes. Une très bonne nouvelle à l'heure où la création d'emplois et la lutte contre la précarité des jeunes doivent être des priorités des politiques européennes.



Dessin : Phiil

AUTRES PROJETS FINANCÉS PAR DES FONDS EUROPÉENS

Île-de-France. Le FEDER a accompagné le développement d'une organisation innovante, Paris Pionnières, la première structure d'aide à la création et au développement d'entreprises, qui est spécifiquement dédiée aux femmes.

Nord-Ouest. Né grâce au cofinancement de l'Europe, l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) travaille à l'innovation dans le domaine des sciences et technologies de l'information et de la communication.

Ouest. Créée en 1980, la ferme marine de Douhet, à Oléron, est spécialisée dans le grossissement de turbots. Elle s'oriente aujourd'hui vers la production exclusive d'alevins d'espèces nobles (daurade, bar, turbot).

Outre-mer. Le Fonds européen de développement régional a financé la construction d'un parc éolien à Sainte-Suzanne, à l'île de la Réunion. La ferme est composée de 26 éoliennes d'une puissance de 275 kW.



Yvette DUCHEMANN

Sud-Est. « Montagne, ouvre toi ! » est une initiative ardéchoise lancée par l'association Art'Borée Sens. Elle crée un espace de coopération culturelle pour toute structure issue de cette zone montagneuse de confins.



Pollution

Selon l'OMS, la pollution de l'air a tué 7 millions de personnes dans le monde en 2012. Soit 1 décès sur 8 ! « La pollution de l'air est devenu le principal risque environnemental de santé dans le monde. » L'étude indique un lien plus fort qu'escompté entre pollution de l'air, maladies cardiovasculaires et cancer du poumon.



Poisson radioactif

Des déchets radioactifs sur les plages californiennes, du césium 134 dans des poissons achetés en Suisse… Les scientifiques tentent d'alerter les autorités sur les effets de la catastrophe de Fukushima sur la santé des Japonais, mais aussi de la population mondiale. Et pendant ce temps, la contamination continue…

La droite européenne a fait le choix du chômage

On compte 26 millions de chômeurs dans l'Union européenne, dont 19 dans la zone euro, soit 10 millions de plus qu'au début de 2008. Avant la crise, l'Europe d'Angela Merkel, Jose Manuel Barroso et Jean-Claude Juncker se caractérisait déjà par un chômage élevé. Depuis 2009, elle a totalement échoué à redresser la barre. Au contraire, la gestion inadaptée de la crise de la zone euro a terriblement aggravé les choses.

Pourtant, il n'y a pas de fatalité à cette situation : ce fiasco s'explique par les choix économiques désastreux de la droite qui tient les manettes européennes, tant au Conseil qu'à la Commission.

Les États-Unis ne sont absolument pas un modèle sur de nombreux plans, et eux-mêmes sont très loin d'être tirés d'affaire. Mais, sur le terrain de l'emploi, la comparaison avec l'Europe est cruelle. La zone euro comptait, en 2008, 3,7 millions d'emplois de plus que les États-Unis. Selon les dernières prévisions de la Commission européenne, elle devrait en avoir 2,4 millions de moins cette année. Les États-Unis dépasseront de nouveau en 2014 leur niveau d'emploi de 2008, tandis que, dans le même temps, la zone euro en aura perdu 5,3 millions…

Cette crise est pourtant née des déséquilibres fantastiques de l'économie américaine et des effets désastreux de la dérégulation de la finance états-unienne. Les Américains consomment plus qu'ils ne produisent depuis très longtemps maintenant, et cet écart n'avait quasiment jamais cessé de se creuser avant la crise. Ce n'est pas le cas de l'Union européenne et de la zone euro. En 2013, pendant que les États-Unis affichaient encore un déficit extérieur de 390 milliards d'euros, la zone euro, elle, a dégagé 270 milliards d'euros d'excédents.

L'an dernier, les pays européens auraient donc pu consommer et investir, notamment dans la conversion écologique de leurs économies, à hauteur de 2,7 points de PIB de plus de ce qui a été fait, sans que cela ne pose aucun problème de financement. Ils avaient créé suffisamment de richesses pour le faire sans avoir besoin de quémander en Chine ou ailleurs.



Au lieu de perdre encore 1,2 million d'emplois en 2013, la zone euro aurait pu en gagner à peu près autant. L'endettement des ménages est également très supérieur outre-Atlantique. L'épargne des Américains est au contraire nettement plus faible, notamment comparée à la France et l'Allemagne, où elle est – globalement – excessive. **Même sur le plan des dettes publiques, la situation du Vieux-Continent est en réalité bien meilleure que celle des États-Unis…**

Si l'Europe ne s'en sort pas, si le chômage ne cesse d'y progresser, c'est d'abord et avant tout du fait de politiques inadaptées. Depuis 2010, la Banque centrale européenne subventionne massivement les banques, dont les acrobaties avec les crédits subprime ont largement contribué à amener la crise en Europe. Elle leur prête de l'argent à taux très bas, après que les États se sont massivement endettés pour leur sauver la mise dans la phase aigüe de la crise.

Dans le même temps, les instances européennes exigent des gens ordinaires, qui n'y sont pour rien, qu'ils se serrent très fortement la ceinture en augmentant les impôts tout en réduisant les dépenses publiques, et notamment les dépenses sociales destinées aux plus démunis.

Ce « policy mix » n'est pas seulement socialement injuste et politiquement indéfendable : il est économiquement inefficace. Comme les ménages ne consomment pas, l'activité stagne et les entreprises n'investissent pas, malgré les liquidités abondantes mises à leur disposition. C'est pour cela que les ravages du chômage ne cessent de s'étendre en Europe.

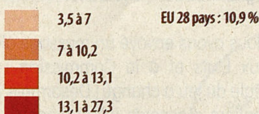
Le plus absurde est que ces politiques restrictives ont aussi pour résultat d'empêcher les États de réduire leurs déficits et de se désendetter, faute de recettes suffisantes. On entend souvent dire que ces politiques visent en réalité à favoriser le capital aux dépens du travail, mais ce n'est même pas le cas : dans un tel contexte, les entreprises européennes sont elles aussi en difficulté et, les épargnants eux-mêmes vont finir par perdre leur mise. En effet, faute de permettre un désendettement progressif des États et des acteurs privés, il faudra finir par annuler une bonne partie des dettes accumulées.

Il y a urgence à mettre un terme à ces politiques contreproductives. Notamment en accélérant la transition énergétique et la conversion écologique de nos économies pour réduire notre dépendance dans ce domaine, et créer ainsi des millions d'emplois en France et en Europe.

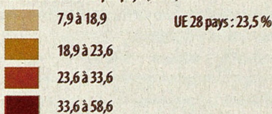
Guillaume Duval
rédacteur en chef de «Alternatives économiques»

JEUNESSE, GÉNÉRATION SACRIFIÉE









FACE À CETTE CATASTROPHE, REPENSONS À LA RÉDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL !

Le niveau du chômage impose de revenir à des politiques de réduction du temps de travail. En effet, même avec des politiques économiques moins contre-productives qu'actuellement, on ne parviendra pas à ramener assez vite le chômage à des niveaux supportables. Face à la réduction sauvage et inégalitaire du temps de travail par le chômage et la précarité, l'indispensable réduction égalitaire et solidaire ne doit pas cependant nécessairement prendre la forme d'une nouvelle baisse de l'horaire hebdomadaire : un congé sabbatique rémunéré de 6 mois tous les 5 ans représente aussi une diminution de 10 % du temps de travail… G. D.

DROIT DE L'AVORTEMENT EN ESPAGNE : UN RECUL D'UN DEMI-SIÈCLE

En décembre 2013, Alberto Ruíz Gallardón, le ministre de la Justice espagnol, a présenté un avant-projet controversé visant à modifier la loi qui dispose que l'avortement est un droit de toutes les femmes.

L'avortement retombe sous le coup du Code pénal, avec deux exceptions : si la gestation est le résultat d'un viol ou si on suppose un « grave danger pour la vie ou la santé psychique ou physique de la femme ». Cela inclut les anomalies fœtales incompatibles avec la vie, « aussi longtemps qu'elles causent des dommages quantifiables aux femmes ».

La loi que propose Gallardón établit que deux médecins distincts, celui qui va pratiquer l'avortement, et un autre qui pratique ailleurs, élaborent un rapport qui avalisera ou non la décision de la femme, qui devra passer obligatoirement par une période de réflexion de sept jours avant de donner son consentement. Dans la loi de 2010, le délai de droit protégeait les femmes, parce que la décision d'avorter leur appartenait. Cette nouvelle loi imposera la permission d'une tierce personne.

L'Espagne mobilisée

Depuis, d'imposantes manifestations ont eu lieu à travers l'Espagne pour dénoncer cette attaque aux droits humains. Les principaux partis politiques d'opposition ont rejeté la réforme proposée par le Parti Populaire, le PP. EQUO (parti écologiste) parle, par le biais de son candidat aux européennes Florent Marcellesi, « d'un retour à l'Espagne des années 70 où des milliers de femmes mourraient chaque année lors d'avortements pratiqués dans des conditions inhumaines ».
Des collectifs féministes se sont mobilisés dans toute l'Espagne ; les Femen espagnoles ont été très actives dans la protestation, au cri de « L'avortement est sacré ».

L'Église catholique espagnole est quasiment l'unique soutien de Gallardón. Les évêques ont rappelé que l'avortement est toujours puni d'excommunication et que « personne n'a le droit, dans aucune circonstance, de prendre la vie à un être humain innocent ». Cette expression inclut les cas de viol.
Plus grave, encore une conseillère du Parti Populaire a comparé les femmes qui avortent à des terroristes : « L'avortement, c'est tuer un être humain, c'est être une terroriste. Au 21e siècle, quand il existe des contraceptifs, c'est une aberration de mettre fin à la vie d'un être humain », a-t-elle déclaré.

Un droit fondamental menacé

Parmi les États les plus restrictifs en Europe, figure Malte, où l'avortement est puni de 18 mois à 3 ans de prison. À l'inverse, les Pays-Bas ont la législation la plus libérale : il est permis d'avorter durant les 24 premières semaines de grossesse.

Jusqu'à aujourd'hui, l'Espagne était l'un des rares pays au monde à donner une grande liberté dans l'interruption volontaire de grossesse. Mais avec cette nouvelle loi, l'Espagne rejoint les pays les plus rétrogrades. L'Europe doit devenir garante de l'avancée des droits fondamentaux. Espérons que les femmes européennes entendent cet appel. ■

Teresa Aburto Uceda
journaliste à « El Mundo »

AGENDA CULTUREL EUROPÉEN - AVRIL 2014

Capitale européenne de la culture

Ce label est attribué pour un an à une ou plusieurs villes européennes. Cette initiative, lancée en 1985 par le Conseil des ministres de l'Union européenne, a pour objectif de rapprocher les citoyens du continent. En 2014, c'est le duo de villes Riga (Lettonie) et Umea (Suède), qui succède à Marseille.

www.umea2014.se + riga2014.org

Le Festival Big-Bang

Ce festival de musique multi-genres, soutenu par l'Union européenne, a lieu chaque année dans une grande ville européenne. Après l'édition 2013 à Lille, Bruxelles et Gant, c'est au tour de Lahr (Allemagne) d'accueillir les festivités.

Du 22 au 30 avril. Infos : www.bigbangfestival.eu/en/ bigbangriga2014.org

Le Printemps de Bourges

Depuis 1977, au cœur de la ville de Bourges, on fait le plein de musique chaque mois d'avril, avec un melting-pot de têtes d'affiche et de jeunes talents. Pendant une semaine, 80 spectacles, 200 artistes dans une douzaine de lieux proposent les genres musicaux les plus divers : Stromae, Miossec, The Strypes, Rufus Wainwright, Les Ogres de Barback, Metronomy, Skip the Use…

Du 22 au 27 avril. Infos : www.printemps-bourges.com

Design City 2014

Les Biennales du Luxembourg sont un festival d'art architectural. L'édition de cette année s'intitule « Into the process ».

Du 24 avril au 15 juin. Infos : www.designcity.lu/2014/

REJET D'ACTA : NOTRE VICTOIRE POUR LES LIBERTÉS

Le 4 juillet 2012, le Parlement européen a rejeté par 478 voix contre 39 (et 165 abstentions) le traité anti-contrefaçon ACTA. Cette victoire, obtenue sous l'impulsion d'une poignée d'écologistes dont je faisais partie, marquait l'aboutissement de trois années de travail contre un texte dangereux pour nos libertés.

En rejetant ACTA, nous avons protégé le développement des logiciels libres et préservé l'accès à la santé pour toutes et tous en refusant la mainmise des grandes firmes pharmaceutiques sur le marché des médicaments. Nous avons mis en échec la volonté des grandes sociétés agrochimiques d'interdire aux agriculteurs de réensemencer sous peine de poursuites judiciaires. Cette victoire, nous l'avons obtenue par une intense campagne d'actions et de mobilisation au sein du Parlement et des territoires, et par de nombreuses pressions sur la Commission européenne pour obtenir l'accès aux textes préparatoires. **Mais nous avons surtout réussi à renverser un rapport de forces qui nous était au départ défavorable, grâce à l'extraordinaire mobilisation citoyenne qui a permis de recueillir près de trois millions de signatures contre le traité.**

Nous avons envoyé un message clair aux États et à la Commission : la règle du jeu a changé ! Désormais, en matière d'accords internationaux, ils ne pourront plus ignorer la voix des citoyens et de leurs représentants.

Il sera du devoir des élu-es européennes de s'opposer à la dérive qu'est le traité TAFTA (lire p.2-3) et de défendre les libertés fondamentales des citoyens. Les écologistes s'y engagent avec force et rappellent que les libertés, qui sont le ciment de notre Union, n'ont pas de prix et ne seront en rien négociables. ■

Sandrine Bélier

LETTRE PUBLIQUE AUX ÉCOLOS

C'est par amitié évidente que j'écris ces maux qu'on appelle ghettos. Je n'ai jamais cru qu'un lieu physique contiendrait nos ambitions. Se savoir si loin de tout nous rapproche de nos rêves. Je ne sais pas qui a décidé de marginaliser une partie de la population mais je suis sûr qu'il devait être le pire élève de la classe d'urbanisme. La conséquence de ce système que certains appellent Banlieue et d'autres Beaux lieux, c'est une France que l'on connaît si peu et que l'on juge tellement.

L'ambition que j'ai pour la banlieue est plutôt simple : la banalisation. Mettre au cœur du système la réussite, sans l'amoindrir à cause d'une mauvaise adresse. La banlieue n'est reconnue qu'à travers ses sportifs et ses rappeurs. Il serait grand temps de reconnaître ces femmes et ces hommes qui font la banlieue : les anonymes. Mes parents en font encore partie et moi, je ne serai jamais qu'un banlieusard qui habite au centre-ville. Petite distance physique mais grand voyage moral.

Je pense que vous, écologistes, êtes à même de ne pas reproduire les erreurs passées des deux partis majeurs dans notre pays, mais désormais mineurs dans ces zones-là. Le divorce entre la banlieue et la politique a été prononcé il y a bien longtemps. J'ai cru comprendre qu'il existait une écologie sociale. Ça tombe bien, il y a tellement d'espèces rares dans ces quartiers. On dit de ces quartiers qu'ils sont populaires et quand on parle d'eux dans les médias, on est souvent populiste. Est-ce qu'un parti comme le vôtre, qui se veut vert, n'est pas à même de comprendre les gens d'une autre couleur? Vous donnerez la réponse avec vos actes.

Là-bas, la priorité n'est pas de manger écolo mais de manger, déjà. Moi, j'ai longtemps mangé du thon rouge dans un 4/4 noir en me disant que n'étant qu'un parmi des milliers, cela ne nuirait pas, un peu comme les électeurs du FN. Je dois avouer que depuis que je suis père de famille, je me demande dans quel état je laisserai cette planète à mes filles.

C'est peut-être ça, être écolo, laisser un autre genre d'héritage à ses enfants.

Après toutes ces lignes à tenter d'argumenter mon rapprochement idéologique avec votre parti, je dois vous avouer qu'en tant que père célibataire, l'une des raisons de mon soutien est... que vous avez les plus belles adhérentes de tous les partis. Et j'ose croire qu'elles sauront me parler d'écologie et que j'écouterai avec attention. Qu'est-ce qu'on ne ferait pas par amour...

Yassine Belattar, humoriste



Dessin : Phiil



Cécile DUFLOT

Vous êtes l'Europe !

Il y a deux ans, l'Initiative Citoyenne Européenne (ICE) a été officiellement lancée. Introduite par le Traité de Lisbonne, elle permet à 1 million de citoyens, issus d'au moins sept États membres de l'Union européenne, d'inviter la Commission à proposer une nouvelle législation dans un domaine de sa compétence. Ce nouvel outil donne le droit à toutes et tous de participer à la vie démocratique de l'Union. À l'heure actuelle, 40 initiatives ont déjà été proposées par des citoyens et des organisations diverses.

Lancée en mai 2012, « Right2Water » est la première initiative à avoir dépassé le nombre suffisant de signatures. 1 659 543 citoyens européens la soutiennent ! Objectif : refuser que l'eau devienne une marchandise, et faire en sorte que l'accès à l'eau et l'assainissement soient reconnus comme des droits humains.

Europe Écologie Les Verts a bien sûr apporté son soutien au principe de l'ICE et à la participation accrue des citoyens dans les politiques européennes et a appelé à signer « Right2Water », proposition ambitieuse et solidaire. Le succès de cette initiative auprès du public doit impérativement s'accompagner d'actes de la part des institutions européennes. Le 19 mars dernier, la Commission a pris position en faveur de l'initiative, mais sans présenter de propositions significatives. Les écologistes européens félicitent les organisateurs de l'ICE « Right2Water » et attendent maintenant des actes concrets de la Commission.

D'autres sujets comme la lutte contre la pollution, la compétition fiscale et sociale entre les États membres, les pratiques agricoles dangereuses peuvent faire l'objet d'une initiative citoyenne européenne. Les écologistes appellent la société civile à s'emparer de ces thèmes et à ainsi démontrer que la démocratie européenne est source de progrès pour toutes et tous.

TOUR DE FRANCE DES ÉCOLOGISTES POUR L'EUROPE



Du 17 au 25 avril

Une yourte itinérante ira à la rencontre des candidats, des écologistes et de leurs histoires.

Un road-movie écolo et participatif à suivre sur www.europe-ecologie.eu

Agenda des meetings de campagne

2 mai Nancy
5 mai Amiens, Poitiers
6 mai Montpellier
10 mai Ajaccio
12 mai Dijon
13 mai Lyon, Caen et Angers
14 mai Tours
15 mai Nantes et Annemasse
16 mai Lille
17 mai Bordeaux
19 mai Grenoble
20 mai Marseille
21 mai Rennes
22 mai Paris

Psycho-test : quel-le Européen-ne êtes-vous ?

Êtes-vous plutôt eurosceptique, eurobéat-e ou eurolucide ? Êtes-vous indifférent-e face à une politique éloignée de vos soucis, ou enthousiaste lorsque l'Union européenne reçoit le prix Nobel de la paix ? Découvrez votre caractère européen grâce à ce psycho-test écologiquement certifié.

1. À l'Eurovision (le concours européen de la chanson ratée), vous soutenez :

A - La meilleure performance et le meilleur physique.
B - Le/la candidat-e français-e, évidemment.
C - Peu importe, tant qu'il y a de la bière.

2. Pour vous, l'Europe, c'est :

A - Des mecs sinistres en costume trois-pièces avec des noms incompréhensibles.
B - Après la peste et les guerres fratricides, la paix et les conférences de presse.
C - Un projet en devenir. Ce n'est que le début : tout commence !

3. Votre meilleur ami est tombé amoureux d'une Espagnole d'origine polonaise qui parle quatre langues. Il vit avec elle à Londres.

A - Pourvu que ça dure. Mais c'est pas gagné, les différences culturelles, c'est compliqué.
B - Vous êtes ému-e de cette rencontre : belle preuve que l'Europe est un havre d'amour.
C - Vous vous réjouissez d'aller leur rendre visite : si l'Europe a bien réussi quelque chose, c'est de faciliter les échanges.

4. Chaussettes et claquettes aux pieds, c'est parti pour des vacances dans l'Europe sans frontières ! Vous avez choisi :

A - Une randonnée sur le chemin de Saint-Jacques-de-Compostelle : plein de rencontres intéressantes, et bon pour la santé.
B - Une croisière sur les lacs suédois : beaucoup d'arbres, peu d'êtres humains.
C - Une virée en voiture en Bulgarie et Roumanie : un road-trip extra aux confins de l'Europe.

5. Aux élections européennes le 25 mai, vous voterez pour :

A - Le programme que les candidat-es défendent... mais que personne n'a lu.
B - Une certaine idée de l'Europe où tout reste à faire.
C - Le physique de la tête de liste : la moustache, c'est sexy.

6. L'événement européen qui vous a le plus marqué :

A - Le prix Nobel de la paix décerné à l'UE : vous avez versé une larme.
B - Le « non » de la France au traité instituant une Constitution pour l'Europe en 2005 : vous avez crié victoire.
C - Quand l'Europe a décidé de préserver notre vin rosé qui ne sera jamais un mélange de blanc et de rouge : vous avez beaucoup bu.

7. Les Européen-nes boivent deux fois plus d'alcool que la moyenne mondiale. Après le boulot, rien de mieux que :

A - Une bouteille de vin blanc avec Fabrizio pour parler Vespa, bella vita et mamma mia.
B - Une vodka finlandaise avec Joukahainen à consommer de façon excessive.
C - Trois ou quatre pintes de bière avec Scott pour trois ou quatre bonnes raisons : la pluie, la bagarre et la réputation.

8. Les directives européennes « cacao et chocolat », « miel » et « fromages », ça vous évoque quoi ?

A - L'Europe s'occupe de tout et n'importe quoi ! Touche pas à mon fromage !
B - La réglementation des produits alimentaires : une preuve que l'Europe nous protège.
C - C'est pas suffisant, l'Europe doit rester vigilante (OGM ! Viande de cheval !).

9. La Ligue des champions, c'est :

A - L'occasion de boire des coups, si possible avec des Européen-nes aux accents bizarres.
B - L'occasion de battre les Anglais, les Espagnols et même les Allemands.
C - Une manifestation archaïque de la concurrence entre les nations.

10. Pour vous, le fédéralisme européen représente :

A - Un risque : SOS l'Allemagne en grand.
B - Une chance de trouver des solutions communes à des problèmes transnationaux.
C - Un aboutissement de la construction européenne.

11. 60 % d'abstention aux élections européennes de 2009, c'est :

A - Normal, le barbecue du dimanche, c'est sacré.
B - Dommage, il faudrait réconcilier les citoyen-nes avec l'Europe ;
C - Encourageant, cela veut peut-être dire qu'on ne peut pas faire pire.

12. Le programme Erasmus qui finance les échanges universitaires européens, c'est :

A - Une fuite des neurones : à l'étranger, on n'apprend rien.
B - Une année de fiesta intensive : pour perfectionner ses langues bien sûr.
C - Une rencontre avec nos voisin-nes : pour cultiver l'unité dans la diversité.

Calculez vos points (résultats page suivante)

	01	02	03	04	05	06	07	08	09	10	11	12
A	2	6	6	4	2	2	2	6	4	6	6	6
B	6	2	2	6	4	6	6	2	6	4	4	4
C	4	4	4	2	6	4	4	4	2	2	2	2

RÉPONSES DU TEST

VOUS AVEZ OBTENU
MOINS DE 38 POINTS :

VOUS ÊTES EUROBÉAT-E

Votre vision de l'Europe est celle d'un havre de paix et de valeurs nobles : solidarité, multiculturalisme et vivre-ensemble. Vous vous retrouvez dans l'objectif de fonder une Union toujours plus étroite entre les peuples européens. Peu importe que votre entourage ne vous comprenne pas : selon vous, l'UE est une réussite. La coopération entre les États membres présente de nombreux avantages pour les citoyen-nes européen-nes, même s'ils sont souvent ignorés. Les rencontres amoureuses transnationales facilitées par les échanges étudiants, le travail à l'étranger et les voyages exotiques vous émeuvent. Mais attention : au-delà de la béatitude, veillez à garder en Europe les pieds sur terre !

VOUS AVEZ OBTENU
ENTRE 40 ET 58 POINTS :

VOUS ÊTES EUROLUCIDE

Vous êtes pragmatique. L'Europe, c'est d'abord du concret. Fidèle aux pères fondateurs, Jean Monnet et Robert Schuman, vous pensez que l'Europe est un processus et que l'intégration se fera à « petits pas », grâce à des « solidarités de fait ». Libre-circulation des personnes, protection des consommateurs et solutions à des problèmes transnationaux, l'Europe est clairement un atout pour la France, même si, indéniablement, du chemin reste à faire pour la rendre plus solidaire, sociale et démocratique. Au-delà des grands principes, vous êtes toujours partant-e pour discuter avec vos compatriotes européen-nes du dernier match de la Ligue des champions, voire de la gouvernance de la zone euro.

VOUS AVEZ OBTENU
PLUS DE 60 POINTS :

VOUS ÊTES EUROSCEPTIQUE

Vous êtes dans l'air du temps. L'Europe n'a pas la cote et vous savez pourquoi. Bureaucratie croulante, dépenses inutiles et déficit démocratique : le nombre de sujets qui vous rendent sceptique sur l'avenir de notre continent ne manquent pas. Vous êtes conscient que l'Europe a un impact sur votre pays et sur votre vie, mais vous n'arrivez pas à saisir comment exactement, ni même si c'est positif. Trop complexe, trop lointaine, l'Europe vous semble déconnectée des citoyen-nes. Mais plutôt que de tomber dans l'euroscepticisme primaire à la façon de la presse britannique, vous souhaitez en savoir davantage pour pouvoir faire des choix éclairés. L'Europe, finalement, c'est quand même une partie de vous.

Recette

LE SOUFFLÉ AU ROQUEFORT DE JOSÉ BOVÉ



« Ce soufflé a fait la réputation de la ferme-auberge de mes voisins sur le plateau du Larzac », nous dit José Bové. Miam !

Pour 6 personnes. Préchauffer le four à 200°C. Faire fondre 45 g de beurre, ajouter 90 g de farine, remuer 1 minute, verser 75 cl de lait. Faire épaissir le mélange. Saler, poivrer et parfumer avec une pincée de noix muscade. Laisser tiédir. Battre 6 jaunes d'œuf et les incorporer. Ajouter 150 g de roquefort écrasé.
Battre les blancs en neige et les incorporer délicatement.
Beurrer un moule à manqué et cuire 40 minutes.

Découvrez **"Les Saveurs du changement",** le livre de recettes en ligne des Verts au Parlement européen :
http://greens-efa-service.eu/green-cookbook/fr/#16

EN QUOI
CHAQUE PAYS EUROPÉEN EST-IL LE MEILLEUR ?

Chacun des États membres détient un record inattendu. Découvrez les spécialités de nos 27 voisins européens.



Exclusif ! Votre horoscope du 25 mai



Bélier

Et si vous changiez un peu d'air? Prenez les élections européennes comme elles viennent, mais osez le dynamisme : changez !



Cancer

La fatigue vous gagne, vous manquez cruellement d'énergie. Il vous faut entamer une transition de toute urgence et regagner votre indépendance.



Balance

Soupesez les projets pour l'Europe : entre foncer vers le nationalisme ou aider une union démocratique et citoyenne à bourgeonner, à vous de choisir.



Capricorne

Votre tendance à être rêveur ne vous a jamais trompé. Concrétisez vos utopies en apportant votre pierre à l'édifice. Donnez vie à l'Europe !



Taureau

Vous allez devoir faire face à un choix décisif. N'hésitez pas à descendre dans l'arène, et soutenez des initiatives européennes audacieuses.



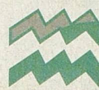
Lion

Le chômage galopant vous fait rugir, et les graves atteintes à la biodiversité vous mettent en rage. Le 25 mai, rugissez à bon escient !



Scorpion

À la guerre comme à la guerre, ne laissez pas le populisme dicter votre agenda politique et allez défendre votre voix pour construire l'Europe de la paix.



Verseau

Un vent de pollution brouille votre esprit et influence négativement votre avenir. Redonnez de l'air pur à vos projets de société : votez vert !



Gémeaux

Vous vivez actuellement une période de désamour avec l'Europe. Vous estimez avoir fait trop de concessions. Exprimez-vous clairement pour redéfinir vos projets d'avenir.



Vierge

En amour comme en démocratie, il est important de savoir se réveiller à temps. N'oubliez pas d'être actif et d'aller voter ce dimanche 25 mai. Il n'y a qu'un seul tour !



Sagittaire

Il ne dépend que de vous de changer l'orientation politique des étoiles européennes, afin qu'elles vous soient pleinement favorables. Prenez part à une nouvelle constellation !



Poissons

Comme un poisson en eaux profondes, vous tentez d'échapper aux mailles des filets libéraux. Pensez à mobiliser votre entourage, car vous n'êtes pas seul dans ce combat !

Direction de la rédaction : Bruno Delport
Rédaction en chef : Virginie Lambert-Ferry, Isabelle Mignucci
Direction artistique : Aurélie Bourdié
Rédaction : Sandrine Bélier, Guillaume Duval, Yassine Belattar, Teresa Aburto Uceda
Ont participé à ce numéro : Mathieu Béchu, Priscilla Cassez, Yan Dupas, Romain Gaillard, Gaëtan Mortier, Pandora Reggiani, Bertrand Regnaud, Agathe Remoué, Julien Sage, Mélanie Vogel, Toufik Zarrougui
Relecture : Nour Saâd—, avec M. D.
Infographies : Karine Hurel
Dessins : Phiip (éditions Phiip Lapin)
Pub GreenBox : StudioBüro

Crédits photos : Georges Bartoli/Divergence, Xavier Cantat, Lise Deshautel, Bence Jardany, Laetitia Notarianni, Guy Liégeois, Eros Sana, XimenaKaiserMorris&FrédéricMaintenant2013 Photolia.com : Matthew Cole, Kreatiw, Alberto Masnovo, momius, only4denn, Pakhnyushchyy, violetkaipa

Direction de la publication : David Cormand

Remerciements aux directeurs de campagne : Rodéric Aarsse, Jean-Michel Braud, Jean-Alain Cadet, Guillaume Cros, Chloé Fabre, Patricia Gueguen, Germain Lefebvre, Gaël Roustan, Eros Sana, Eric Schultz, Mélanie Vogel.

Aucun lapin, rédacteur ou photographe n'a été maltraité pendant l'élaboration de ce numéro.

Impression
Fabrègue imprimeur
Bois-Joli – Rue de la Fontaine Tanche B.P. 10
87500 Saint-Yrieix-la-Perche.
Imprimé sur papier recyclé



DONNONS VIE À L'EUROPE
LE 25 MAI, VOTEZ EUROPE ÉCOLOGIE

NORD-OUEST
IDF
EST
OUEST
MASSIF CENTRAL-CENTRE
SUD-EST
SUD-OUEST
OUTRE-MER

NORD-OUEST
KARIMA DELLI
FRANÇOIS VEILLERETTE

ÎLE-DE-FRANCE*
PASCAL DURAND
EVA JOLY
MOHAMED MECHMACHE

* ET FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER

OUEST
YANNICK JADOT
NICOLE KIIL-NIELSEN

MASSIF CENTRAL-CENTRE
CLARISSE HEUSQUIN
BENOÎT FAUCHEUX

EST
SANDRINE BÉLIER
ANTOINE WAECHTER

SUD-EST
MICHÈLE RIVASI
KARIM ZERIBI

SUD-OUEST
JOSÉ BOVÉ
CATHERINE GRÈZE

OUTRE-MER
YVETTE DUCHEMANN
JOSÉ GAILLOU

EUROPE ECOLOGIE
Donnons vie à l'**Europe**.

EUROPE ÉCOLOGIE - 100, RUE LAFAYETTE, 75010 PARIS - 01.45.22.20.14 - ACCUEIL@EUROPEECOLOGIE2014.EU - EUROPE-ECOLOGIE.EU